



ASSOCIATIONS

Vecteurs initiaux de la nouvelle culture informatique auprès de tous les publics, les associations ont connu des fortunes diverses (voir X 2000) ; les avis de responsables associatifs qui suivent en témoignent.

Marcel Giry, responsable du laboratoire d'informatique de l'Institut national d'éducation populaire : « Les associations qui existent aujourd'hui sont des coquilles vides, des appareils qui ne produisent rien si ce n'est de la consommation à moindre coût. Elles vivent sur l'idéologie selon laquelle elles auraient été porteuses du mouvement social alors qu'elles ne sont plus dans le mouvement social.

La nouvelle association dans le domaine des vacances, c'est celle qui donne aux gens des possibilités de variations dans le choix de leurs vacances, qui leur permet d'évoluer en tant qu'individu ou en tant que sous groupe en fonction du contexte économique ; la nouvelle association ne va plus aller demander de l'argent à l'Etat, elle s'autofinance et se donne les moyens de mettre en œuvre sa propre problématique. Les grandes

associations en fait, le poids de la ressource humaine est tel qu'on ne sait rien à quoi elle sert. Ce n'est pas comme pour la médecine où on va leur donner de l'argent pendant un certain temps pour qu'elles survivent et à côté il y aura de petites structures au sein desquelles on pourra innover.

On parle beaucoup de « ressource humaine » actuellement. Je crois que la ressource humaine et la culture scientifique sont deux choses qui vont de pair, mais aussi avec la culture artistique, la culture corporelle. C'est l'enjeu actuel que le secteur associatif ne sait pas gérer ».

Daniel T. animait une association membre du réseau X 2000 il jette un regard perplexe sur l'expérience :

« Nous faisons essentiellement du conseil, de l'aide au développement de programmes, de la formation en des langages évolués et des problèmes du commerce.

Mais nous n'avons pas vraiment une forme associative. À côté de l'association qui rassemble les associations du quartier, il y a une autre association qui a amené sa compétence informatique. Enfin, il y a une SARL.

L'idée est que la micro-informatique soit utilisée de façon décen-

tralisée, l'informatique à la portée des associations et Pme. Car nous souhaitons que les associations utilisent l'informatique pour améliorer leur fonctionnement. Parallèlement en tant que centre X 2000, nous familiarisons le grand public, dans le cadre de l'université de quartier.

Nous devons devenir centre pilote pour le développement d'applications professionnelles au service des associations et pour cela nous avons été dotés d'un matériel multiposte. Mais avec IPT la Fondation a recentré les formations à un niveau très technique. Il s'agissait de former des TUC à gérer le nanoréseau des établissements scolaires. Mais à Paris cela n'a pas débouché sur la municipalité qui a été avec l'éducation nationale, qui finalement n'y a pas tant que ça, pour les nombreuses raisons de sécurité.

De toute manière, nous étions un peu en avance en pensant que le monde associatif devait disposer d'outils évolués car sauf exception, les associations n'ont pas ces besoins. La tendance générale demeure d'avoir son équipement chez soi sous peine d'être dépossédé ».

ENSEIGNANTS :

Le continent est tellement vaste que nous emprunterons les pas d'un connaisseur pour le visiter. Emilien Pelisset, animateur de l'association « enseignement public et informatique » a été de tous les combats de l'informatique à l'école.

En 1970, quarante enseignants du secondaire suivent les premiers stages d'information et de constructeurs. Au cours de ces stages leur opinion est recueillie par les entreprises de formation des enseignants. L'EPI (Enseignement public et informatique) est créée et Emilien Pelisset participait à

ces premiers stages, il a vécu au sein de l'EPI l'ensemble de l'histoire de l'informatique scolaire.

« On a rêvé d'utiliser l'informatique comme un outil de transformation de l'enseignement, de démocratisation. Force est de constater qu'au bout de dix sept ans on n'a pas fait beaucoup de progrès ». Dans les bureaux flambants neufs de l'EPI

Emilien Pelisset assène d'emblée ce verdict teinté de nostalgie.

« L'informatique dans l'enseignement marche sous forme de kyste : à l'intérieur ça tourne mais le corps est intact. La capacité de digestion du système est infinie et Monory l'a encore renforcé en redonnant le pouvoir aux directeurs et aux inspecteurs ».

Terminal : Quel était le projet initial de l'EPI ?

Emilien Pelisset : Nous avons vu dans l'informatique un moyen de transformation de l'enseignement susceptible de décroiser les disciplines, de favoriser la démocratisation. Pour ce faire nous avons toujours refusé de donner à l'informatique le statut de discipline. Pour nous il devait s'agir d'un élément de culture, d'un enseignement de réflexion sur les applications de l'informatique et les problèmes de société qui en découlent. C'est pour cela que nous n'avons jamais voulu créer de club « EPI » à la différence de Microtel alors que la plupart des enseignants animateurs de l'informatique dans le secondaire appartiennent à l'EPI... En ce sens l'option informatique, telle qu'elle s'est peu à peu mise en place maintient grosso modo ces orientations, nous y avons d'ailleurs constamment veillé...

Terminal : Néanmoins une étude récente montre que la quasi totalité des lycéens qui suivent l'option proviennent des sections scientifiques ?

Emilien Pelisset : L'option informatique n'étant pas encore sanctionnée par le bac, elle reste un plus pour les bons élèves qui y trouvent un instrument de valorisation alors que les tangents mettent le paquet sur les matières d'examen. Néanmoins la généralisation de l'informatique dans les classes préparatoires fait de la par-

ticipation à l'option un instrument de sélection alors même qu'elle n'est organisée que dans trois cent établissements, soit un lycée sur dix.

Terminal : Cette évolution n'annonce-t-elle pas la constitution de l'informatique en discipline spécifique ?

Emilien Pelisset : il s'agit là d'une vieille tentation déjà présente dans le rapport Simon de 1982. De notre point de vue la formation de spécialistes informatiques ne passent pas par la constitution de l'informatique en discipline dans l'enseignement général, d'autant plus que l'enseignement technique et il l'a montré particulièrement en informatique de gestion sait préparer d'excellents professionnels. Nous ne voulons pas de prof d'informatique, et en cela nous sommes d'accord avec l'Inspection générale, mais des enseignants de toutes disciplines correctement formés à l'utilisation de l'informatique à des fins pédagogiques. Cette nécessité de la formation nous l'avons promue auprès de nos interlocuteurs successifs au ministère de l'éducation nationale.

Terminal : En tant que promoteurs de l'enseignement de l'informatique dans l'enseignement public quel bilan tirez-vous de la série de plans qui ont jalonné les dix dernières années ?

Emilien Pelisset : Il est utile en effet de souligner la continuité des politiques mises en œuvre depuis l'expérimentation des 58 lycées en 1970. La gauche n'a fait qu'accroître l'équipement en matériel commencé sous VGE : des dix mille initiaux aux cent mille pour aboutir au plan « Informatique pour tous ». Cet ensemble d'impulsions gouvernementales, a souvent rencontré et tout particulièrement dans le cas d'IPT, l'enthousiasme des enseignants. Il faut se rappeler

comment les stages de formation prévus pendant les vacances de l'année 85 ont été pris d'assaut, particulièrement par les instituteurs alors que les profs de lycée, plus familiarisés marquaient le pas. Il faut avouer que la ségrégation interne à l'administration scolaire avait créé un grand retard des collègues et plus encore des écoles que les collectivités locales et les achats sur fonds propres de matériel ne suffisaient pas à combler ; IPT y a puissamment contribué.

IPT était un projet très ambitieux fruit de la rencontre des idées futuristes de JJSS et de la nostalgie active de Gaston Defferre, combattu par Chevènement, appuyé par Fabius, piloté par l'équipe de Trigano à la délégation des formations nouvelles, une situation politico-administrative bien entortillée qui ne nous a pas facilité les choses. En gros jusqu'en 1983, l'éducation nationale était restée le maître d'œuvre de l'informatisation des établissements fondée sur des matériels haut de gamme, des 8 bits relativement coûteux, Savary ouvre alors la porte aux TO7 ; 6 000 dans un premier temps dont on ne peut pas affirmer quatre ans après qu'ils ont été digérés même si la configuration en nano-réseau visait à compenser la faiblesse des petites machines en les associant avec les micros 8 ou 16 bits.

IPT a été une opération psychologique extraordinaire qui après une phase de mobilisation intense des enseignants a créé un découragement qui reste sensible aujourd'hui.

Terminal : Qu'en est-il de la politique suivie depuis le 16 mars ?

Emilien Pelisset : Il y a en France une véritable catastrophe, c'est la suspicision qui entoure tout ce que l'équipe précédente a pu faire. Ainsi en mars 86, IPT était

à jeter, l'EPI aussi d'ailleurs. Un exemple, les premiers choix de Monory en matière de télématique scolaire allaient à l'encontre des 55 millions déjà engagés par les PTT dans les micros serveurs d'IPT (vois « Télématique »). Dans les premiers mois le cabinet a fonctionné dans une méfiance absolue des services, au point d'être surnommé le « bunker » ; ce qui s'est payé d'une inefficacité certaine. Ainsi le concours de logiciels annoncé à grands sons de trompe au mois de juin 86 n'a été péniblement lancé qu'en mars 87...

Terminal : Quelles sont les options qui caractérisent la politique suivie ?

Emilien Pelisset : En terme d'équipement le gros du travail a été fait lors d'IPT ; sauf dans le privé, où paradoxalement le ministère relance IPT... et se heurte à une impréparation certaine des établissements. En revanche, les inflexions sont nettes en matière de logiciels puisqu'il est décidé de recourir massivement au secteur privé et de disqualifier le CNDP. Mais malgré la création d'une formule originale de licence mixte d'exploitation, et d'une commission des logiciels d'enseignement, on n'assiste pas à la ruée des entreprises privées sur un marché qualifié de « porteur ». Mais c'est en matière d'organismes administra-

tive que les changements sont les plus sensibles. Pour la formation des enseignants si les orientations sont maintenues la globalisation des crédits au niveau des rectorats due à la décentralisation va provoquer des différences sensibles suivant les académies. Surtout Monory a décidé de rentrer l'informatique dans l'organigramme traditionnel, en s'appuyant sur l'inspection générale, véritable garant de l'institution et en supprimant toutes les structures spécifiques, missions et autres, seuls lieux possibles pour une véritable expérimentation, qui reste plus que jamais nécessaire.

I.P.T.

La plus importante des mises en plan de l'informatique n'aura duré qu'un an. Ce lifting de l'école à grand renfort de nouvelles technologies et d'ouverture sur l'extérieur a tout d'abord suscité l'enthousiasme des enseignants et des directeurs d'établissements avant de laisser la place à un certain découragement. (voir rubrique : Enseignants)

Notre collaborateur, Alex Lafosse, a vécu IPT dans son école il s'interroge ici sur sa portée...

« Le moment peut paraître en effet opportun pour tenter de dresser un premier bilan, tant moral que financier, de ce plan Informatique pour tous

dont l'ambition était, rappelons-le, autant d'initier à la nouvelle technologie un public le plus large possible que de donner un coup de fouet à l'industrie électronique nationale.

Informatique pour quelques-uns...

Comme son nom l'indiquait, le plan en question ne visait pas seulement, au départ, le seul monde de l'Education nationale mais bien la sensibilisation des Français pris ensemble. De fait - la grosse majorité des places dans les stages I.P.T. - est vue trustée par les enseignants.

De même, le simple fait d'implanter les matériels - en partant des nano-réseaux - dans des établissements relevant de l'Education nationale revenait pratiquement, dans la plupart des cas, à les confisquer purement et simplement au public. Ceci malgré toutes les précautions et proclamations écrites, de par le simple jeu de l'incalculable incapacité à s'ouvrir sur l'ex-

térieur des dits établissements. Et sans que ces matériels - nous le verrons - soient pour autant toujours mis véritablement à la disposition des élèves.

Si le monde rural, de petites et moyennes entreprises, des commerçants ou des services du secteur tertiaire se sont mis ou se mettent à l'heure informatique, force est bien de reconnaître que le plan I.P.T. n'y est finalement pas pour grand chose.

A l'intérieur même de l'Education nationale l'informatisation de la gestion, par exemple des bourses, des nominations ou des résultats d'examens s'est mise en place plus en parallèle qu'à l'occasion du plan I.P.T.

Dans le milieu enseignant proprement dit, le plan I.P.T., par le biais de mises à disposition et de stages, a favorisé - comme l'avait déjà fait l'expérience des cinquante lycées, la mise en place de petites féodalités.

Que ce soit autour de matériels ou de langages spécifiques, de noyaux périscolaires, mutualistes, associatifs voire syndicaux, de centres de formation ou de documentation, d'organis-

mes nationaux, régionaux ou locaux de tous ordres, autant de nouvelles « planques » de salut offertes aux petits copains ou aux enseignants polis et bien peignés (soucieux trop souvent avant tout de mettre le plus de distance possible entre les gosses et eux !).

Pas besoin de plan I.P.T. pour calculer ça : près d'un million d'enseignants pour treize millions d'enfants (*) : ça devrait, au pire, nous faire des classes de quatorze/quinze et non d'une trentaine ! Mais le phénomène, c'est vrai, ne date pas d'I.P.T.

... Champagne pour les autres !

IPT ou « informatique pour Thomson », selon les exclus du gâteau.

C'est en effet ce constructeur qui a tiré le plus de profit de ce marché d'état.

Aujourd'hui, que voyons-nous ? Fermeture d'usine en France, transfert de fabrication à l'étranger (U.S.A. — Extrême-Orient), mise au rencart d'un parc de matériel imposé comme quasi-standard national ainsi que d'un catalogue soft élaboré après plusieurs années de mobilisation quasi-générale des énergies hexagonales.

Tout ceci pour pouvoir mieux se consacrer à... la nième copie du P.C. de chez I.B.M. !

« Excelvision » quant à lui, bien que moins favorisé par les commandes d'état, s'est comporté de façon plus digne : après quelques percées sur l'Espagne et le Maghreb, il a essayé de transformer l'essai en misant sur le téléchargement et l'E.A.O.

Malheureusement le créneau est étroit et d'autant moins porteur que le ministère de l'Education semble désormais s'en désintéresser. Malgré l'association avec Funitel les reins de la société seront-ils assez solides pour promouvoir une configuration aussi typique !

Probablement pas : déjà les logiciels suivent d'autant moins que le langage-auteur retenu ne permet guère mieux que de vulgaires Q.C.M. (Questionnaires à choix multiples) d'une qualité réhabilitaire.

Domage !

Le seul paraissant susceptible de, peut-être, justifier le pari industriel et technologique ainsi interjeté était Le-nord et son nano-réseau : concept original qui semble en tous cas intéresser les pays de l'Est.

Le bilan matériel étant donc des plus mitigé, qu'en est-il du moral des troupes ?

Tout de suite un constat plutôt sombre : les héros sont fatigués et la retombée la plus visible est celle... du soufflé !

Désinvestissement militant...

L'effort de formation en direction des enseignants, bien que globalement non négligeable, restait malgré tout nettement insuffisant et ne représentait finalement guère autre chose sur le terrain qu'un saupoudrage léger.

D'autant plus que bien des places furent réservées à ces « enseignants en congé d'élèves », inspecteurs ou conseillers de tous poils, fort nombreux nous l'avons entrevu, et qu'il faut bien occuper à quelque chose !

On a pu penser à un moment qu'une mobilisation bénévole viendrait pallier cette insuffisance : stages parallèles, clubs péri ou post-scolaires se sont en effet multipliés de façon spectaculaire.

De même on a pu espérer quelque temps que la réflexion pédagogique, indigente aussi bien au niveau des textes que des stages officiels, se verrait prise en charge de façon militante par le secteur associatif.

Force est aujourd'hui de constater que les clubs comme les stages sont de moins en moins nombreux et fréquentés, que les revues ou bulletins consacrés à la micro-informatique sont en régression quantitative et qualitative et que les ordinateurs qui avaient été déballés (la moitié assure-t-on) retournent au placard et pas toujours pour cause de réforme !

Tout se passe comme si, le premier moment de fascination passé, les « bidouilleurs » ayant enfin levé le nez au-dessus de leur clavier commentaient à évaluer l'impact pédagogique réel du nouvel outil.

Considérant de plus l'état du « hard »

comme du « soft » mis à leur disposition, l'exiguïté des crédits d'accompagnement et le désintérêt officiel, ils sont bien excusables d'être revenus à des occupations moins dommageables tant pour leurs finances que pour leur vie de famille !

Insuffisances pédagogiques

Nous préférons quant à nous nous inquiéter des supposés destinataires, prétextes un peu oubliés de tout ce remue-ménage : savoir (pardonnez la trivialité de l'évocation) les jeunes ?

De fait il est impossible d'effectuer un bilan reposant sur une quelconque moyenne de retombées éducatives tant les situations locales ont été variées et difficiles à apprécier.

Selon que l'enfant ou le jeune s'est trouvé ou non dans un contexte où ont été installés puis utilisés, en présence ou non d'enseignants ou d'éducateurs à la fois formés et motivés, son éventuelle expérience aura pu être plus ou moins diversifiée.

De là à avoir été mis en mesure de se faire une image claire de ce que peut être une informatique en vraie grandeur, son importance croissante dans les entreprises, ses implications culturelles, politiques et sociales, il y a un sérieux pas qui n'a que très exceptionnellement pu être franchi.

Combien d'usagers de centre de vacances, voire même de clubs, combien de scolaires, voire de lycéens, en tous cas d'apprentis qui n'ont de l'informatique que l'expérience d'un Pac Man ou d'une bataille spatiale quelconque, au mieux d'un jeu de pendu assisté par ordinateur ?

Probablement près de trois quarts. Allez donc demander à ceux-là ce qu'ils pensent des dangers de l'informatisation de la carte d'identité !...

Un point positif a cependant été par ailleurs la large diffusion, bien qu'un peu tardive, du langage Logo. Malheureusement la formation des enseignants a mal suivi : la démarche très traditionnelle de la quasi-totalité de ces éducateurs était-elle d'ailleurs susceptible de s'adapter à une pédagogie de

découverte à tâtons et de libre création ?

Cette inadaptation pédagogique a d'ailleurs été à la source de bien des rejets : seuls les rares adeptes d'une pédagogie active type Freinet s'avèrent capables d'imaginer une classe organisée en ateliers où tous les enfants ne travaillent pas forcément en même temps la même discipline et ne sont pas obligatoirement tous attelés au même exercice du même chapitre du même manuel.

Un « matos » souvent « craignos »

On est en fait bien obligé de reconnaître que le contexte matériel ne favorisait pas les initiatives.

Prenons l'exemple d'un enseignant traditionnel qui aurait soigneusement préparé une séance de travail sur ordinateur pour sa classe et qui se voit contraint, pour de capricieuses raisons d'incompatibilité de matériels ou de cabalistiques exigences logicielles d'y renoncer après plusieurs essais face à des élèves déçus sinon goguenards : il n'aura pas besoin de nombreuses expériences de ce genre pour décider de tirer un trait définitif.

L'E.A.O (enseignement assisté par ordinateur) : en bien des matières les programmes, lorsqu'ils existent, sont indigents. tous les espoirs un temps entretenus autour des langages-auteurs ont d'autre part tourné court. Trop complexes à mettre en œuvre, trop malaisés d'utilisation, trop limités dans leurs possibilités d'affichage ou de traitement de l'erreur, trop ciblés sur un matériel particulier... Quand, encore, ils parvenaient à être un jour opérationnels - cas de DIANE et, par exemple, de son éditeur « fonctionnel » !

• Introduction aux utilisations professionnelles : pour faire fonctionner ensemble et sans coquille d'aucune sorte, une unité centrale Thomson et son moniteur, une imprimante et un lecteur équipé d'un traitement de textes, il faut une certaine dose de patience et d'une chance qui ne saurait se maintenir longtemps. Mieux aurait valu de ces petites machines électroniques à trois mille balles : on

aurait eu quatre ou cinq postes de travail efficaces pour le même prix.

Il en va de même pour la comptabilité ou la gestion de fichiers : on ne pratique pas facilement un travail de professionnel sur un matériel familial, de la robotique à partir d'un MO5, de la création musicale sur « Melodia » ou de l'image de synthèse avec « Pictor » !

Ceux qui y ont renoncé ne manquent pas d'excuses et ceux qui y ont réussi n'en ont que plus de mérite.

• Simulation de bases de données : c'est l'orientation Monory. La critique reste la même : quelle pourra être l'étendue - donc l'intérêt - de la base ou de la banque de données que l'on pourrait installer sur des micro-ordinateurs aussi limités côté mémoire ?

De même quelle pourrait être la finesse - donc la pertinence - d'une simulation sur ce type de matériel ? Déjà que bien des bases et bien des simulations sur mini-ordinateurs, voire sur matériel professionnels auraient souvent à faire leurs preuves !

Pourquoi, tant qu'on y est, ne pas vouloir installer sur caleuses des systèmes-experts utilisant la logique floue ?

Mais seuls ceux qui ne font rien...

Malgré toutes ces défaillances, ces illusions, ces gaspillages ainsi pointés, reconnaissons objectivement que le plan I.P.T. a tout de même eu le mérite d'exister et de permettre à nombre d'enseignants et à pas mal de jeunes qui ont choisi de s'en donner la peine, d'entrevoir ensemble les possibilités et les limites de la nouvelle technologie, voire d'approfondir certaines pistes de leur choix.

Et ceci, pour une fois, un peu en dehors d'une sélection trop directement liée à l'argent ou à la naissance.

Nul doute que cette volonté politique n'ait en effet, ici et là, éveillé ou précipité des vocations, suscité nombre d'entreprises et de réalisations, provoqué de multiples formes d'activités créatives.

Sans compter les nombreuses occasions qu'il aura offert à des jeunes de

se prouver qu'à condition de décider de s'en donner la peine, ils étaient parfaitement à même de s'approprier l'usage de systèmes technologiques pourtant réputés complexes.

A.L.

Le bon plan

Dans la ligne des actions définies par le Président de la République dans le domaine de l'informatique et de l'enseignement, Laurent Fabius présentait le 25 janvier 1985, le plan « Informatique pour tous » en lui assignant trois objectifs :

1. Initier à l'outil informatique les élèves de l'ensemble des établissements publics, à tous les niveaux d'enseignement : cette mesure devenant effective dès la rentrée 1985.

2. Former de très nombreuses équipes d'enseignants, sans perturber le bon déroulement de l'année scolaire. L'objectif fixé pour 1985 était d'en former 100 000 de plus.

3. Offrir cet outil informatique à tous les citoyens en passant des conventions avec les collectivités publiques et les associations. L'accès au public, en dehors des heures scolaires, du matériel mis en place dans les établissements constitue un objectif prioritaire du gouvernement.

TELEMATIQUE

Alex Lafosse a constaté le vide régnant dans la télématique scolaire.

Les 317 serveurs du plan télématique ont été livrés en 85/86, moitié à des lycées ou collèges, moitié à des adresses fournies par les académies (G.R.E.T.A. par exemple).

En juin 87 à peine un tiers d'entre eux répondaient à l'appel. Les autres sont-ils restés au placard ? Sont-ils en dérangement ? Mystère. Le ministère de l'Education semble n'en rien savoir lui-même.

A noter cependant que plus de la moitié des serveurs B livrés aux établissements répond présent.

Pour ce qu'ils ont à dire, d'ailleurs, ils pourraient tout aussi bien, dans leur écrasante majorité, demeurer débranchés.

Ce qui frappe le plus, en effet, est le vide pédagogique quasi général, y compris sur des serveurs académiques bien trop... académiques.

Les excuses certes ne manquent pas : matériel et logiciels souvent défectueux, pas de crédits d'accompagnement, de maintenance ou de fonctionnement, grande disparité des situations locales : ici des équipes sont déchargées d'enseignement pour s'en occuper, là à peine quelques heures sont dégagées.

Une première erreur - réflexe,

quasi général, de responsables locaux mal préparés a été de confier ces services à des personnels spécialisés dans l'informatique qui ont continué à faire... de l'informatique et à bidouiller des pages écrites comme auparavant des programmes.

Aucune réflexion sur les problèmes de communication comme aucun recul d'ordre simplement pédagogique et, comme toujours, un grand absent de ce remue-ménage pourtant mené en son nom : l'enfant.

Les très rares fois où il apparaît c'est pour effectuer de la saisie de pages préparées bien sûr en dehors de lui.

Tout comme chez le cadet Edu-tel, la télématique a été appréhendée ici uniquement de façon verticale : l'information en langue de bois-maison dégouline du haut vers le bas et c'est tout. Si certains serveurs ont pas cocher chaque ligne de leur prose de crainte que nous n'en sautiez une !

La grande affaire est de présenter l'établissement et la vie qui est censée l'animer. Près des trois quarts des serveurs s'y emploient. Périscolaire et vie locale n'en préoccupent plus que la moitié. Il faut pourtant bien quelques coups de brosse à reluire aux notabilités, aux susceptibilités locales et aux copains des autres services.

Le « pédagogique » ou ce qui en tient lieu, bizarrement - mais symptomatiquement - confondu

avec les C.D.I (Centres de documentation et d'information des établissements), intéresse encore moins.

Autre phénomène remarquable : alors que - de façon tout aussi critiquable d'ailleurs - le seul critère de validité d'un service télématique du secteur privé est le nombre d'appels enregistrés, ici il n'en est - et pour cause - jamais question.

Les possibilités interactives de la télématique et ses messageries sont de même superbement dédaignées : un peu comme si on avait livré un lot de téléphones pour les retrouver branchés en continu sur l'horloge parlante, en l'occurrence les circulaires et bulletins officiels !

Pourtant des exemples de ce que l'on peut faire avec des enfants en télématique existent bien (cf. pour n'en prendre qu'un seul - la rubrique Créatif sur le 36-14 code Acti) et tous les jeunes créateurs et animateurs de micro-serveurs en chambre pourraient donner autant de leçons à toutes ces barbes solennelles et pontifiantes qu'ils ont pour profs.

« La télématique fait exploser l'école » titrait Philippe Bernard dans sa rubrique du « monde ». Quelle illusion ! Il faudrait bien plus de trois cents serveurs pour émouvoir l'école à Jules...

A. L.

